

UNES

QUATRE MOTEURS POUR L'EUROPE : PASSAGE DE FLAMBEAU



Après plus d'un an à la tête de l'entente des « Quatre Moteurs pour l'Europe », la Région Auvergne-Rhône-Alpes a passé le flambeau au Land du Bade-Wurtemberg.

Réunis à Lyon le 5 octobre dernier, Laurent WAUQUIEZ, Président d'Auvergne-Rhône-Alpes et Winfried KRETSCHMANN, Président du Bade-Wurtemberg ont dressé un bilan des actions réalisées et dévoilé les grandes lignes du programme pour l'année à venir.

« Avec les [Quatre Moteurs](#) c'est une certaine idée de l'Europe que nous défendons : une Europe pragmatique, une Europe puissante, et une Europe qui défend les intérêts de nos différents peuples » a précisé Laurent WAUQUIEZ.

Les partenaires ont aussi annoncé le lancement d'un « club des entrepreneurs des Quatre Moteurs » qui aura pour mission de créer une communauté d'affaires de haut-niveau pour répondre aux nouveaux projets européens, faciliter l'accès aux Salons internationaux organisés dans chaque région, et favoriser les échanges économiques.

« Je suis très attaché à l'idée européenne et pour cela, je suis convaincu que les Quatre Moteurs doivent perdurer et se renforcer » a conclu Laurent WAUQUIEZ.

PUBLICATION DU 7^{ÈME} RAPPORT COHÉSION



La Commission européenne a publié le 9 octobre dernier son [7^{ème} rapport sur la cohésion économique, sociale et territoriale](#), étape clé des réflexions sur l'avenir.

Le rapport dresse un état de la cohésion au sein de l'Union et évalue l'impact des dépenses de la politique régionale avant d'émettre quelques recommandations pour l'avenir de cette politique. Il évoque une économie européenne en cours de redressement avec un taux de chômage qui reste cependant élevé et des niveaux d'investissements publics globalement insuffisants et pointe des disparités régionales qui ont tendance à se réduire avec cependant un ensemble de régions « intermédiaires » qui stagnent du point de vue de la croissance et de l'emploi.

Le rapport souligne par ailleurs le rôle clé joué par la politique de cohésion pour atténuer les effets de la crise à travers le soutien des investissements publics et préconise que la politique post2020 continue à couvrir l'ensemble des régions européennes car les principaux défis identifiés (mondialisation, migrations, pauvreté, innovation, ou transition énergétique) ne se limitent pas aux régions les moins développées.

Sans préjuger des propositions législatives à venir, le rapport propose d'axer la future politique sur les trois objectifs suivants : maîtriser la mondialisation, ne laisser personne sur la touche et soutenir les réformes structurelles. Les propositions reprennent par ailleurs plusieurs pistes évoquées dans le [document de réflexion sur l'avenir des finances de l'UE](#) publié en juin dernier : renforcer le lien avec la gouvernance économique et le semestre européen et instaurer de nouvelles conditionnalités telles que le respect des valeurs communes de l'UE, mettre en place un corpus unique de règles pour tous les financements européens, réviser le système d'allocation des fonds avec l'introduction de critères en lien avec les nouveaux défis, réserver une part de l'enveloppe pour s'adapter aux défis émergents en cours de programmation, et simplifier la mise en œuvre.

Une consultation publique sur l'avenir de la politique de cohésion est également annoncée pour début 2018, avant la publication en mai des propositions sur le prochain Cadre financier puis des propositions législatives sur la politique de cohésion post 2020.

ARTICLES

LANCEMENT DE L'ALLIANCE POUR LA COHÉSION



Les acteurs locaux se regroupent au sein d'une Alliance en faveur de la cohésion.

La [Semaine européenne des Villes et des Régions](#) s'est ouverte sur un signal fort puisque le Comité des Régions et cinq organisations représentatives des acteurs locaux ([ARE](#), [CRPM](#), [CCRE](#), [Eurocities](#), [ARFE](#)) ont annoncé le lancement officiel de « [l'alliance pour la cohésion](#) ».

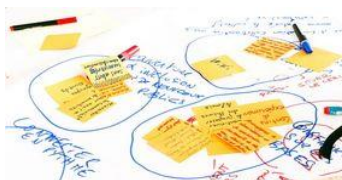
L'Alliance a vocation à regrouper les soutiens en faveur d'une politique de cohésion forte et inclusive après 2020 et à créer une caisse de résonance aux différentes actions et contributions des territoires européens, dans une période où la politique régionale est la cible de nombreuses remises en question.

Pour ce faire, les partenaires de l'Alliance ont mis en place une plateforme d'échange Internet et invitent les représentants d'associations, autorités locales et régionales, élus nationaux et européens mais aussi les citoyens à titre individuel, à rejoindre l'initiative en adhérant aux 9 principes de la [Déclaration commune](#).

Objectif : peser sur les propositions pour le futur cadre financier européen, attendues en mai prochain, pour que la politique de cohésion demeure une politique d'investissement à long terme au bénéfice de toutes les régions européennes, reposant sur un corpus de règles commun mieux coordonné avec les autres politiques de l'UE, une mise en œuvre simplifiée privilégiant une approche territorialisée, flexible et différenciée, faisant la part belle aux subventions et dotée de ressources suffisantes.

« Un tiers du budget européen devrait être consacré à la politique de cohésion » selon le [Président du Comité des Régions](#), Karl-Heinz Lambertz. Il est à noter que le lancement de l'Alliance pour la cohésion a coïncidé avec la publication par la Commission européenne, du [7^{ème} rapport sur la cohésion économique, sociale et territoriale](#) (cf. article séparé)

UN CADRE EUROPÉEN POUR L'APPRENTISSAGE



La Commission européenne présente une initiative pour un « apprentissage efficace et de qualité ».

Selon les services de [Marianne Thyssen, Commissaire européenne à l'Emploi et aux Affaires sociales](#), les chiffres de fin d'apprentissage sont très positifs, puisque 2 apprentis sur 3 trouvent un emploi à l'issue de leur formation. Forte de ce constat, la Commission a [présenté](#) le 5 octobre une initiative destinée à améliorer l'employabilité des jeunes, par l'amélioration des critères utilisés dans le secteur de l'apprentissage.

14 critères liés au cadre réglementaire, ou « conditions générales » sont donc précisés, tout comme ceux liés à la formation proprement dite et aux conditions de travail (contrat, acquis, soutien pédagogique, rémunération et indemnités, protection sociale, conditions de santé). Leur mise en œuvre est soutenue par l'octroi de financements dans le cadre du Fonds social européen (FSE) et de divers autres instruments existants.

L'initiative ne recevrait pas de financements spécifiques, la Commission précisant que les coûts investis dans le domaine de la formation se retrouvent dans la réduction du taux de chômage.

La présentation officielle aura lieu du 20 au 24 novembre, à l'occasion de la [Semaine européenne des compétences professionnelles](#).

NUMÉRIQUE : PRESQUE TOUS D'ACCORD



Les 28 ont exprimé leurs points de vue le 6 octobre dernier, lors du [Sommet numérique](#) qui s'est tenu à Tallin.

La [Présidence estonienne de l'Union](#) a confirmé le 6 octobre dernier que l'une de ses [priorités](#) restait le numérique. Consultés sur le sujet, les Chefs d'Etat et de gouvernement des Etats membres seraient prêts, dans les grandes lignes, à suivre les propositions faites en matière d'administration numérique, de dématérialisation des marchés, ou de cybersécurité, ce sujet qui réclamant, [selon le Premier ministre estonien](#), Juri Ratas, une harmonisation des certifications, des normes et une réponse collective aux attaques.

L'unique « question qui fâche » est de taille puisqu'il s'agit des régimes de taxation appliqués aux géants du secteur comme Google ou Facebook.

LIFE : MOISSON 2017



L'Europe mise sur l'économie circulaire pour réduire l'empreinte écologique.

222 millions d'euros, c'est le [montant alloué par la Commission](#) européenne à [139](#) projets innovants en faveur de la nature, de l'environnement et de l'action pour le climat dans le cadre du programme dédié à l'environnement « [LIFE](#) ».

Une enveloppe de 181,9 millions d'euros est ainsi affectée à des projets « *susceptibles de favoriser la transition vers une économie circulaire ainsi qu'un avenir plus durable et sobre en carbone* » (source : [Bulletin Quotidien Europe](#)) ainsi qu'à des projets destinés à la gestion du réseau Natura 2000.

En outre 40,2 millions d'euros sont attribués à des projets relevant de l'adaptation au changement climatique et de son atténuation. Sur l'ensemble de ces projets, 6 sont portés par des structures françaises pour un cofinancement total de 22,2 millions d'euros.

CYBERSÉCURITÉ : SUITE



La protection contre les cybermenaces reste à la Une.

Evoquée par le Président de la Commission européenne dans son discours sur l'état de l'Union (voir notre [numéro précédent](#)), la protection contre la cybercriminalité reste plus que jamais d'actualité.

La cause est à présent reprise par la [Haute représentante de l'UE pour les Affaires étrangères et la sécurité, Federica Mogherini](#), qui souhaite agir au plus vite, notamment contre les menaces hybrides. Madame Mogherini rend tout d'abord hommage au travail déjà réalisé par le [Centre européen d'intelligence européenne](#), qui a déjà mis au jour les fils rouges de certaines attaques passées, avant de militer pour que les Etats membres contribuent au [Centre européen d'excellence pour la lutte contre les menaces hybrides](#), créé en avril 2017, dédié à la recherche, la formation et aux exercices dans le domaine. Elle ajoute que le plan de développement des capacités de l'Agence européenne de Défense devra également être actualisé et que le partenariat entre l'Union et [l'OTAN](#) reste un incontournable.

Pour les eurodéputés le souci est le même bien que l'angle d'attaque du [rapport](#) présenté le 3 octobre soit un peu différent car il invite à renforcer les défenses contre les cyberattaques ainsi que contre les réseaux de pédopornographie en ligne. Le Parlement européen milite aussi pour un renforcement des ressources et notamment celles [d'Eurojust](#) et [d'Europol](#).

L'INDUSTRIE ET LE COMMERCE SATISFAITS DE L'ATTITUDE DÉFENSIVE DE L'UNION EUROPÉENNE



Les industries et le commerce ont validé les mesures techniques prises par l'Europe en matière d'antidumping.

[Aegis Europe](#), représentant des industries manufacturières européennes, [European Aluminium](#), qui se définit comme la voix de l'industrie aluminium en Europe, le [CEFIC](#), conseil européen de l'industrie chimique et [Business Europe](#), porte-parole du patronat européen, se félicitent tous de [l'accord](#) intervenu le 3 octobre entre la Présidence du Conseil de l'Union, le Parlement européen et la Commission au sujet du calcul des droits antidumping de l'UE.

Le communiqué de presse de la Commission précise que « *la nouvelle législation introduit une nouvelle méthode pour le calcul des marges de dumping pour les importations en provenance de pays tiers où il existe d'importantes distorsions du marché ou une influence systématique de l'Etat sur l'économie* ».

Technique, cet accord devrait permettre de faire échec aux manipulations des prix des matières premières et assurer des conditions d'une concurrence équitable. Aegis prévient cependant que la mise en pratique des nouvelles règles sera essentielle.

RUBRIQUES



LE SAVIEZ-VOUS ?

Bruxelles veut sensibiliser les PME sur l'importance des brevets

Technologies médicales, information et communication, biotechnologies, énergie et environnement : quel que soit le domaine d'action des PME, elles ont tout intérêt à déposer des demandes de brevet. Pour les en convaincre, [l'Office européen des brevets publie](#) une série de douze études de cas sur le sujet, reposant sur des entretiens approfondis avec des PME de onze pays de l'Union. Les différents cas mettent notamment en lumière les avantages à tirer du [brevet unitaire envisagé](#).



L'EUROPE À VOTRE PORTÉE

Vous avez un projet dans le domaine de la culture et de l'audiovisuel ?

Plusieurs appels à propositions [Europe créative/culture](#) et MEDIA ont été publiés. Retrouvez les [ci-dessous](#) ainsi que tous les appels à propositions en cours, recherches de partenaires et consultations publiques de la Commission européenne.

Pensez également à consulter les appels à projets du site [l'Europe s'engage en région Auvergne-Rhône-Alpes](#).



DICO DE L'EUROPE

EU code week : [semaine européenne du code](#), elle se déroule chaque année en octobre (cette année du 7 au 22).

Le but recherché : donner envie aux jeunes (et même moins jeunes) d'apprendre à coder en les faisant tester par eux-mêmes le langage de la programmation numérique. La Commission européenne soutient cette initiative qui vise à augmenter les compétences numériques.

Pour connaître les événements organisés en région Auvergne-Rhône-Alpes, c'est [ici](#).

BRUXELLES DANS VOTRE RÉGION



Le Lycée professionnel Léon Gambetta de Bourgoin-Jallieu ambassadeur du Parlement européen.

Depuis trois ans, le [programme](#) des écoles ambadrices du Parlement européen permet à des jeunes d'approfondir leurs connaissances de l'Union européenne, en tant que citoyens européens, à travers des réalisations concrètes et des échanges.

Pour l'année scolaire 2016/2017, le [Lycée professionnel Léon Gambetta de Bourgoin-jallieu](#) a été récompensé pour son engagement européen recevant officiellement le 21 septembre sa plaque d'école ambadrice du Parlement européen des mains de [Michel Dantin](#), eurodéputé.

Retrouvez [ici](#) les témoignages des jeunes. Un autre lycée de la région, le lycée professionnel du Premier film à Lyon avait reçu la même récompense des mains de l'eurodéputée [Françoise Grossetête](#), [le 23 juin dernier](#).



Financement européen du 2x2 voies Allier/Saône-et-Loire.

C'est officiel : le [Fonds européen pour les investissements stratégiques](#) (FEIS dit « Plan Juncker ») [participera bien au financement](#) de la [route Centre Europe Atlantique](#). Le montant n'est, pour l'heure, pas connu, mais la réglementation liée au FEIS stipule que le financement ne peut pas être supérieur à 50% du montant global du projet, évalué à un milliard d'euros en 2016 par le ministère des transports.

NOTRE RÉGION À BRUXELLES



Quatre Moteurs pour l'Europe : le numérique au bénéfice des citoyens.

Louis Giscard d'Estaing, [Conseiller spécial à la Promotion internationale de la Région](#), est intervenu le 9 octobre dernier à Bruxelles au cours d'un évènement organisé par les [Quatre Moteurs pour l'Europe](#) (Bade-Wurtemberg, Catalogne, Lombardie et Auvergne-Rhône-Alpes) dans le cadre de l'édition 2017 de la [semaine européenne des Régions et des Villes](#).

L'objectif était pour chaque représentant régional de mettre en valeur les bénéfices apportés par le numérique aux citoyens dans leurs priorités régionales. Louis Giscard d'Estaing, présentant les grands axes de la [feuille de route numérique](#) adoptée le 9 février dernier par le Conseil régional, a en particulier mis en valeur les bénéfices attendus en termes de création d'emplois du campus européen du numérique. Il a également souligné les efforts de la nouvelle mandature pour assurer la couverture mobile et la connectivité de tout le territoire afin de faciliter la vie de tous les citoyens. Enfin, illustrant les bénéfices concrets apportés par le numérique dans la vie quotidienne, il a évoqué l'e-pass citoyen qui sera lancé prochainement.

Délégation de la Région Auvergne-Rhône-Alpes

62, rue du Trône - B-1050 Bruxelles

Tél. (ligne française) +33 (0) 4 26 73 61 02

Tél. (ligne belge) +32 (0) 2 282 00 20

[Ecrire à la délégation](#)